

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2018.

Bruxelles, le 8 février 2018.

La Ministre flamande de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Nature et de l'Agriculture,
J. SCHAUVLIEGE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/10918]

20 DECEMBRE 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant modifications de dispositions réglementaires faisant obstacles aux communications par voie électronique (II)

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 3 avril 2014 relatif aux communications par voie électronique entre les usagers et les autorités publiques de la Communauté française, l'article 6, § 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 mai 1999 déterminant la forme et les règles de délivrance du certificat d'études de base;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 janvier 2001 fixant les conditions d'octroi des subventions pour l'achat de matériel sportif;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la communauté française du 30 juin 2003 portant application du décret du 27 février 2003 organisant la reconnaissance et le subventionnement d'une association des centres sportifs;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 novembre 2003 relatif à l'achat de matériel sportif destiné aux activités de psychomotricité et à l'achat de matériel sportif;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 septembre 2003 d'application du décret du 27 février 2003 organisant la reconnaissance et le subventionnement des centres sportifs locaux et des centres sportifs locaux intégrés;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 septembre 2006 précisant les modalités de participation et de passation de l'évaluation externe non-certificative des acquis des élèves;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 mai 2007 relatif à l'organisation et au fonctionnement du Conseil de recours contre les décisions de refus d'octroi du Certificat d'Etudes de Base au terme de l'enseignement primaire;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 décembre 2007 fixant la procédure de reconnaissance d'une association de fédérations sportives, de fédérations sportives de loisirs et d'associations sportives francophones;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 octobre 2009 arrêtant le modèle de formulaire de demande de reconnaissance du Comité olympique et interfédéral belge;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 mars 2011 réglant la reconnaissance et le subventionnement du Comité olympique et interfédéral belge;

Vu l'avis 62.401/2 du Conseil d'Etat, donné le 4 décembre 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu le « test genre » du 22 septembre 2017 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Considérant que des termes faisant obstacles aux communications électroniques sont présents dans les arrêtés des 3 mai 1999, 19 janvier 2001, 30 juin 2003, 5 novembre 2003, 15 septembre 2003, 15 septembre 2006, 25 mai 2007, 7 décembre 2007, 8 octobre 2009, 24 mars 2011 et qu'il convient de les remplacer par une disposition neutre technologiquement afin de favoriser le passage à une communication électronique;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 juin 2014 portant exécution du décret du 3 avril 2014 relatif aux communications par voie électronique entre les usagers et les autorités publiques de la Communauté française;

Considérant que pour faciliter la simplification administrative, l'usage du recommandé doit être supprimé dans certaines procédures;

Sur proposition du Ministre ayant l'e-Gouvernement dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 mai 1999 déterminant la forme et les règles de délivrance du certificat d'études de base*

Article 1^{er}. L'article 25, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 mai 1999 déterminant la forme et les règles de délivrance du certificat d'études de base est remplacé par la disposition suivante :

« Les documents repris aux 1^o et 2^o doivent être remis, le cas échéant, en 3 exemplaires. ».

CHAPITRE II. — *Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 janvier 2001 fixant les conditions d'octroi des subventions pour l'achat de matériel sportif*

Art. 2. A l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 janvier 2001 fixant les conditions d'octroi des subventions pour l'achat de matériel sportif, les mots « de l'envoi » sont supprimés.

Art. 3. A l'article 13, alinéa 2 du même arrêté, les mots « un seul envoi » sont remplacés par « une seule fois ».

CHAPITRE III. — *Arrêté du Gouvernement de la communauté française du 30 juin 2003 portant application du décret du 27 février 2003 organisant la reconnaissance et le subventionnement d'une association des centres sportifs*

Art. 4. A l'article 4, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 juin 2003 portant application du décret du 27 février 2003 organisant la reconnaissance et le subventionnement d'une association des centres sportifs, les mots « de l'envoi » sont supprimés.

Art. 5. A l'article 5 du même arrêté, les mots « par courrier recommandé » sont supprimés.

Art. 6. Aux articles 6, alinéa 2, 7, alinéa 1^{er}, et 10, alinéa 1^{er}, du même arrêté, le mot « courrier » est chaque fois remplacé par « envoi ».

Art. 7. A l'article 7, alinéa 2, du même arrêté, les mots « du courrier » sont remplacés par « de l'envoi ».

CHAPITRE IV. — *Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 novembre 2003 relatif à l'achat de matériel sportif destiné aux activités de psychomotricité et à l'achat de matériel sportif*

Art. 8. A l'article 11 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 novembre 2003 relatif à l'achat de matériel sportif destiné aux activités de psychomotricité et à l'achat de matériel sportif, les mots « de l'envoi » sont supprimés.

CHAPITRE V. — *Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 septembre 2003 d'application du décret du 27 février 2003 organisant la reconnaissance et le subventionnement des centres sportifs locaux et des centres sportifs locaux intégrés*

Art. 9. A l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française d'application du décret du 27 février 2003, du 15 septembre 2003 organisant la reconnaissance et le subventionnement des centres sportifs locaux et des centres sportifs locaux intégrés, les mots « par courrier recommandé » sont supprimés.

Art. 10. Aux articles 8, alinéa 2, et 14, alinéa 2, du même arrêté, les mots « de l'envoi » sont supprimés.

Art. 11. Aux articles 10, alinéa 2, 11, alinéas 1 et 2, et 14, alinéa 1^{er}, du même arrêté, le mot « courrier » est chaque fois remplacé par « envoi ».

Art. 12. A l'article 11, alinéa 2, du même arrêté, les mots « d'expédition du courrier recommandé » sont remplacés par « de cette notification ».

CHAPITRE VI. — *Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 septembre 2006 précisant les modalités de participation et de passation de l'évaluation externe non-certificative des acquis des élèves*

Art. 13. A l'article 3, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 septembre 2006 précisant les modalités de participation et de passation de l'évaluation externe non-certificative des acquis des élèves, les mots « par courrier » sont supprimés.

CHAPITRE VII. — *Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 mai 2007 relatif à l'organisation et au fonctionnement du Conseil de recours contre les décisions de refus d'octroi du Certificat d'Etudes de Base au terme de l'enseignement primaire*

Art. 14. L'article 6, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 mai 2007 relatif à l'organisation et au fonctionnement du Conseil de recours contre les décisions de refus d'octroi du Certificat d'Etudes de Base au terme de l'enseignement primaire, est remplacé par la disposition suivante :

« En cas d'urgence, le Président peut réduire le délai à deux jours ouvrables. ».

Art. 15. L'article 13 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 13. Les décisions du Conseil de recours sont notifiées le jour même, le cas échéant en deux exemplaires, par le Président ou son suppléant, à l'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique qui en transmet immédiatement un exemplaire au chef d'établissement et en informe simultanément les parents de l'élève ou la personne investie de l'autorité parentale, par envoi recommandé. ».

CHAPITRE VIII. — *Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 décembre 2007 fixant la procédure de reconnaissance d'une association de fédérations sportives, de fédérations sportives de loisirs et d'associations sportives francophones*

Art. 16. A l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 décembre 2007 fixant la procédure de reconnaissance d'une association de fédérations sportives, de fédérations sportives de loisirs et d'associations sportives francophones, les mots « sous pli recommandé à la poste » sont remplacés par « par envoi recommandé ».

CHAPITRE IX. — *Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 octobre 2009 arrêtant le modèle de formulaire de demande de reconnaissance du Comité olympique et interfédéral belge*

Art. 17. A l'annexe de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 octobre 2009 arrêtant le modèle de formulaire de demande de reconnaissance du Comité olympique et interfédéral belge, les mots « postale » et « sous pli recommandé » sont supprimés.

CHAPITRE X. — *Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 mars 2011 réglant la reconnaissance et le subventionnement du Comité olympique et interfédéral belge*

Art. 18. A l'article 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 mars 2011 réglant la reconnaissance et le subventionnement du Comité olympique et interfédéral belge, les mots « sous pli recommandé à la poste » sont supprimés.

CHAPITRE XI. — *Dispositions finales*

Art. 19. Le Ministre qui a l'e-Gouvernement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 20 décembre 2017.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/10918]

20 DECEMBER 2017. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van verordeningsbepalingen die een hindernis zijn voor de mededelingen langs elektronische weg

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 3 april 2014 betreffende de mededelingen langs elektronische weg tussen de gebruikers en de overheid van de Franse Gemeenschap, artikel 6, § 1;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 mei 1999 tot vaststelling van de vorm en de regels voor de uitreiking van het getuigschrift van basisonderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 januari 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van subsidies voor de aankoop van sportmaterieel;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 juni 2003 houdende toepassing van het decreet van 27 februari 2003 houdende erkenning en subsidiëring van een vereniging van sportcentra;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 november 2003 betreffende de aankoop van sportmateriaal voor psychomotorische activiteiten en de aankoop van sportmateriaal;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 september 2003 houdende toepassing van het decreet van 27 februari 2003 houdende erkenning en subsidiëring van de plaatselijke sportcentra en de geïntegreerde plaatselijke sportcentra;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 september 2006 tot vaststelling van de nadere regels voor de deelname aan en het afleggen van de externe evaluatie, die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift, van de verworven kennis van leerlingen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 mei 2007 betreffende de organisatie en de werking van de Raad van Beroep tegen de beslissingen tot weigering van de uitreiking van het Getuigschrift van Basisonderwijs na het lager onderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 december 2007 tot vaststelling van de procedure voor de erkenning van een vereniging van Franstalige sportfederaties, recreatieve sportfederaties en sportverenigingen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 oktober 2009 tot vaststelling van het model van formulier van de erkenningsaanvraag van het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité;

Gelet op het besluit van Regering van de Franse Gemeenschap van 24 maart 2011 tot regeling van de erkenning en de subsidiëring van het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité;

Gelet op het advies nr. 62.401/2 van de Raad van State, gegeven op 4 december 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de "gendertest", op 22 september 2017 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Overwegende dat woorden die een hindernis zijn voor de mededelingen langs elektronische weg aanwezig zijn in de besluiten van 3 mei 1999, 19 januari 2001, 30 juni 2003, 5 november 2003, 15 september 2003, 15 september 2006, 25 mei 2007, 7 december 2007, 8 oktober 2009, 24 maart 2011, en dat die moeten worden vervangen door een technisch neutrale bepaling, om de overgang naar een elektronische mededeling te vergemakkelijken;

Overwegende het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 juni 2014 houdende uitvoering van het decreet van 3 april 2014 betreffende de mededelingen langs elektronische weg tussen de gebruikers en de overheid van de Franse Gemeenschap;

Overwegende dat het gebruik van de aangetekende schrijvens, met het oog op de administratieve vereenvoudiging, in sommige procedures moet worden afgeschaft;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor de e-Regering;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 mei 1999 tot vaststelling van de vorm en de regels voor de uitreiking van het getuigschrift van basisonderwijs*

Artikel 1. Artikel 25, derde lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 mei 1999 tot vaststelling van de vorm en de regels voor de uitreiking van het getuigschrift van basisonderwijs wordt vervangen als volgt :

"De in 1° en 2° vermelde documenten moeten, in voorkomend geval, in drievoud bezorgd worden."

HOOFDSTUK II. — *Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 januari 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van subsidies voor de aankoop van sportmaterieel*

Art. 2. In artikel 12 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 januari 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van subsidies voor de aankoop van sportmaterieel, worden de woorden "het versturen" geschrapt.

Art. 3. In artikel 13, tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "onder een enkele verzending" vervangen door de woorden "in één enkele keer".

HOOFDSTUK III. — *Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 juni 2003 houdende toepassing van het decreet van 27 februari 2003 houdende erkenning en subsidiëring van een vereniging van sportcentra*

Art. 4. In artikel 4, eerste lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 juni 2003 houdende toepassing van het decreet van 27 februari 2003 houdende erkenning en subsidiëring van een vereniging van sportcentra, worden de woorden "van verzending" geschrapt.

Art. 5. In artikel 5 van hetzelfde besluit, worden de woorden "per aangetekende brief" geschrapt.

Art. 6. In de artikelen 6, tweede lid, 7, eerste lid, en 10, eerste lid, van hetzelfde besluit, wordt het woord "brief" telkens vervangen door "zending".

Art. 7. In artikel 7, tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "verzending van de aangetekende brief" vervangen door de woorden "sturen van de aangetekende zending".

HOOFDSTUK IV. — *Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 november 2003 betreffende de aankoop van sportmateriaal voor psychomotorische activiteiten en de aankoop van sportmateriaal*

Art. 8. In artikel 11 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 november 2003 betreffende de aankoop van sportmateriaal voor psychomotorische activiteiten en de aankoop van sportmateriaal, worden de woorden "de versturing van" geschrapt.

HOOFDSTUK V. — *Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 september 2003 houdende toepassing van het decreet van 27 februari 2003 houdende erkenning en subsidiëring van de plaatselijke sportcentra en de geïntegreerde plaatselijke sportcentra*

Art. 9. In artikel 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 september 2003 houdende toepassing van het decreet van 27 februari 2003 houdende erkenning en subsidiëring van de plaatselijke sportcentra en de geïntegreerde plaatselijke sportcentra, worden de woorden "per aangetekende brief" geschrapt.

Art. 10. In de artikelen 8, tweede lid, en 14, tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "de versturing van" geschrapt.

Art. 11. In de artikelen 10, tweede lid, 11, eerste lid en tweede lid, en 14, eerste lid, van hetzelfde besluit, wordt het woord "brief" telkens vervangen door het woord "zending".

Art. 12. In artikel 11, tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "van versturing van de aangetekende brief" vervangen door de woorden "van die kennisgeving".

HOOFDSTUK VI. — *Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 september 2006 tot vaststelling van de nadere regels voor de deelname aan en het afleggen van de externe evaluatie, die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift, van de verworven kennis van leerlingen*

Art. 13. In artikel 3, eerste lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 september 2006 tot vaststelling van de nadere regels voor de deelname aan en het afleggen van de externe evaluatie, die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift, van de verworven kennis van leerlingen, worden de woorden "bij een schrijven" geschrapt.

HOOFDSTUK VII. — *Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 mei 2007 betreffende de organisatie en de werking van de Raad van Beroep tegen de beslissingen tot weigering van de uitreiking van het Getuigschrift van Basisonderwijs na het lager onderwijs*

Art. 14. Artikel 6, derde lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 mei 2007 betreffende de organisatie en de werking van de Raad van Beroep tegen de beslissingen tot weigering van de uitreiking van het Getuigschrift van Basisonderwijs na het lager onderwijs wordt vervangen als volgt :

"In dringende gevallen kan de Voorzitter de termijn verkorten tot 2 werkdagen."

Art. 15. Artikel 13 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 13. Er wordt kennis gegeven van de beslissingen van de Raad van beroep de dag zelf, in voorkomend geval in tweevoud, door de voorzitter of zijn plaatsvervanger, aan de administrateur-generaal van het Algemeen Bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek, die er rechtstreeks een exemplaar van overzendt aan het hoofd van de inrichting en die tegelijkertijd de ouders van de leerling of de persoon bekleed met het ouderlijk gezag, per aangetekende zending, daarvan op de hoogte brengt."

HOOFDSTUK VIII. — *Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 december 2007 tot vaststelling van de procedure voor de erkenning van een vereniging van Franstalige sportfederaties, recreatieve sportfederaties en sportverenigingen.*

Art. 16. In artikel 6 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 december 2007 tot vaststelling van de procedure voor de erkenning van een vereniging van Franstalige sportfederaties, recreatieve sportfederaties en sportverenigingen, worden de woorden "bij ter post aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "bij aangetekende zending".

HOOFDSTUK IX. — *Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 oktober 2009 tot vaststelling van het model van formulier van de erkenningsaanvraag van het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité*

Art. 17. In de bijlage bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 oktober 2009 tot vaststelling van het model van formulier van de erkenningsaanvraag van het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité, in de Franse tekst, worden de woorden "postale" en "sous pli recommandé" geschrapt.

HOOFDSTUK X. — *Besluit van Regering van de Franse Gemeenschap van 24 maart 2011 tot regeling van de erkenning en de subsidiëring van het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité*

Art. 18. In artikel 2, eerste lid, van het besluit van Regering van de Franse Gemeenschap van 24 maart 2011 tot regeling van de erkenning en de subsidiëring van het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité, worden de woorden “per aangetekende brief” geschrapt.

HOOFDSTUK XI. — *Slotbepalingen*

Art. 19. De Minister bevoegd voor de e-Regering wordt belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 20 december 2017.

Voor de Regering :

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/10919]

20 DECEMBRE 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 19 juillet 2017 relatif au prix d’hébergement et au financement de certains appareillages des services médico-techniques lourds en hôpital universitaire

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 19 juillet 2017 relatif au prix d’hébergement et au financement de certains appareillages des services médico-techniques lourds en hôpital universitaire, les articles 2, 5, 11, 12, 13, 14, 15, 18, 21 et 23;

Vu l’avis de l’Inspecteur des Finances, donné le 17 octobre 2017;

Vu l’accord du Ministre du Budget, donné le 25 octobre 2017;

Vu le rapport genre du 20 octobre 2017 établi en application de l’article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l’intégration de la dimension de genre dans l’ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l’avis n° 32.502/4 du Conseil d’Etat, donné le 11 décembre 2017, en application de l’article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d’Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre ayant les hôpitaux universitaires dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l’application du présent arrêté, on entend par :

- 1° le décret du 19 juillet 2017 : le décret du 19 juillet 2017 relatif au prix d’hébergement et au financement de certains appareillages des services médico-techniques lourds en hôpital universitaire;
- 2° la loi AMI : la loi relative à l’assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994;
- 3° la loi sur les hôpitaux : la loi sur les hôpitaux telle que visée à l’article 1^{er}, 1°, du décret du 19 juillet 2017;
- 4° l’arrêté royal du 25 avril 2002 : l’arrêté royal du 25 avril 2002 relatif à la fixation et à la liquidation du budget des moyens financiers des hôpitaux;
- 5° la convention INAMI : la convention conclue entre les organismes assureurs et les établissements hospitaliers, conformément à l’article 42 de la loi relative à l’assurance soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994;
- 6° l’hôpital universitaire : l’hôpital universitaire tel que visé à l’article 1^{er}, 2°, du décret du 19 juillet 2017;
- 7° le site hospitalier : toute infrastructure dans laquelle au minimum soixante pour cent des activités sont des activités pour lesquelles une intervention est prévue dans le cadre du budget des moyens financiers des hôpitaux au sens de l’arrêté royal du 25 avril 2002 et des prestations de jour inscrites dans la convention INAMI;
- 8° le prix d’hébergement : le prix d’hébergement tel que visé à l’article 2, 4°, du décret du 19 juillet 2017;
- 9° le juste prix : le juste prix tel que visé à l’article 1^{er}, 5° du décret du 19 juillet 2017;
- 10° la section : la section relative aux bâtiments, aux places de parking ou à l’aménagement des abords, telle que visée à l’article 5, § 2, 1°, 2° et 3°, du décret du 19 juillet 2017;
- 11° le nombre de lits retenus : le nombre de lits théorique visant le calcul du juste prix et du diviseur portant sur le prix d’hébergement;
- 12° la journée réalisée : la journée effective de présence du patient dans l’hôpital, et pour laquelle l’hôpital porte en compte au patient ou à l’organisme assureur une intervention sur la base de l’arrêté royal du 25 avril 2002 ou des prestations de jour inscrites dans la convention INAMI;
- 13° le Ministre : le ministre qui a les hôpitaux universitaires dans ses attributions.